MSNA 2021 BULLETIN

RÉSULTATS CLÉS

JUILLET 2021

MALI

ÉVALUATION MULITSECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) - APERÇU GLOBAL

Depuis 2012, le Mali est frappé par une grave crise humanitaire. Selon l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2021, **5,9 millions de maliens sur une population de 20,5 millions seraient dans le besoin d'aide humanitaire**[1]. Les défis humanitaires sont complexes et aux multiples facettes, nécessitant des réponses robustes dans chacun des secteurs. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de plus de 400'000 personnes déplacées internes (PDI) au Mali à la date du 30 septembre 2021 d'après les données de la Commission Mouvement de Populations (CMP)[2], ce qui entraine une charge importante pour les communautés d'accueil.

Malgré les besoins humanitaires urgents, l'absence d'analyses d'ensemble sur les besoins intersectoriels empêche la communauté humanitaire de fournir des réponses adéquates. D'importantes lacunes existent en matière d'information, les données concernant les besoins étant souvent fragmentées. Ceci affaiblit la possibilité de produire des projections sur l'ampleur et la sévérité des besoins des populations et donc à prioriser les différentes interventions. **Cette MSNA a pour objectif d'identifier la gravité relative des besoins par zones géographiques et groupes de population ciblés.**

Méthodologie

Cette étude a été réalisée pour la première fois au Mali en 2021. **Plus de 7'000 ménages sur l'entièreté du territoire** ont été enquêtés entre le 9 juin et le 16 juillet. **Des ménages de personnes non-déplacées (PND)** ont été sélectionnés à travers une méthodologie d'échantillonnage en grappes, stratifiée par zone géographique dans les zones accessibles (niveau de confiance de 95% et marge d'erreur de 10%). **Pour les zones difficiles d'accès, ainsi que pour l'évaluation de ménages PDI, une méthodologie non-probabiliste a été choisie et les résultats sont à titre indicatif.**

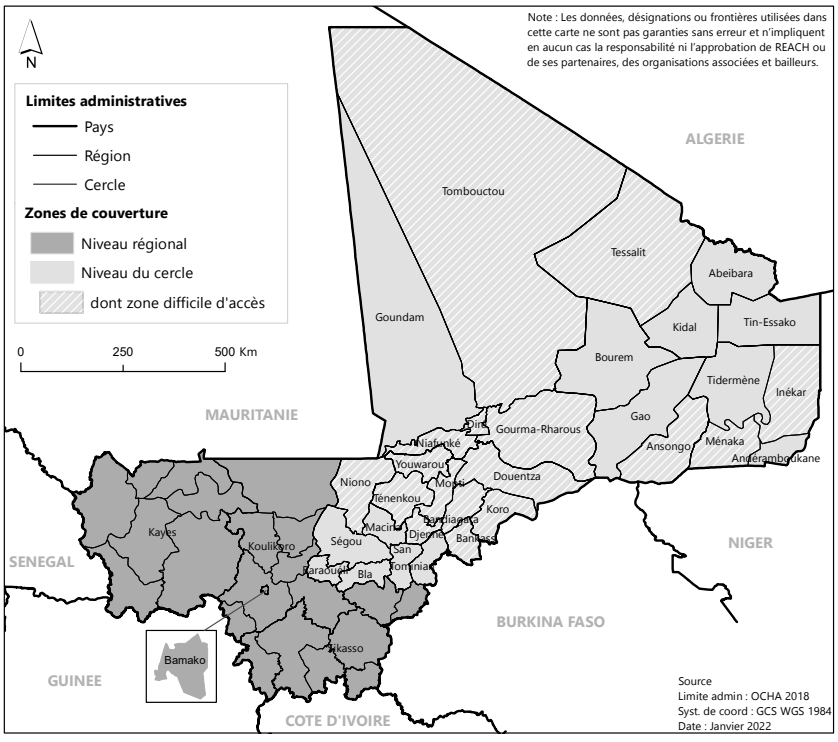
Veuillez vous référer à l'annexe méthodologie pour plus d'information.

CADRE DE L'ÉVALUATION ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Couverture géographique de l'évaluation par type de collecte de données :

La couverture géographique de l'évaluation est nationale, **représentative au niveau des cercles au sein des régions affectées plus directement par la situation d'urgence humanitaire** (Gao, Kidal, Ménaka, Mopti, Ségou et Tombouctou) **et au niveau régional dans les autres régions** (Kayes, Koulikoro, Sikasso et dans le district de Bamako).

Une partie ou l'entièreté des cercles difficiles d'accès ont été couverts à distance, par téléphone ou en face à face via des ménages déplacés dans les zones accessibles frontalières. Ce choix permet de **faire remonter – bien que de manière indicative – les besoins humanitaires des zones les moins représentées** dans les évaluations, notamment les zones rurales.



[1] Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Aperçu des besoins humanitaires 2021, Mali, février 2021.
[2] Commission Mouvement de Populations (CMP), Rapport sur les mouvements de populations au Mali, septembre 2021.

INDICES DES BESOINS MULTISECTORIELS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

Pourcentage de ménages par phase de sévérité :

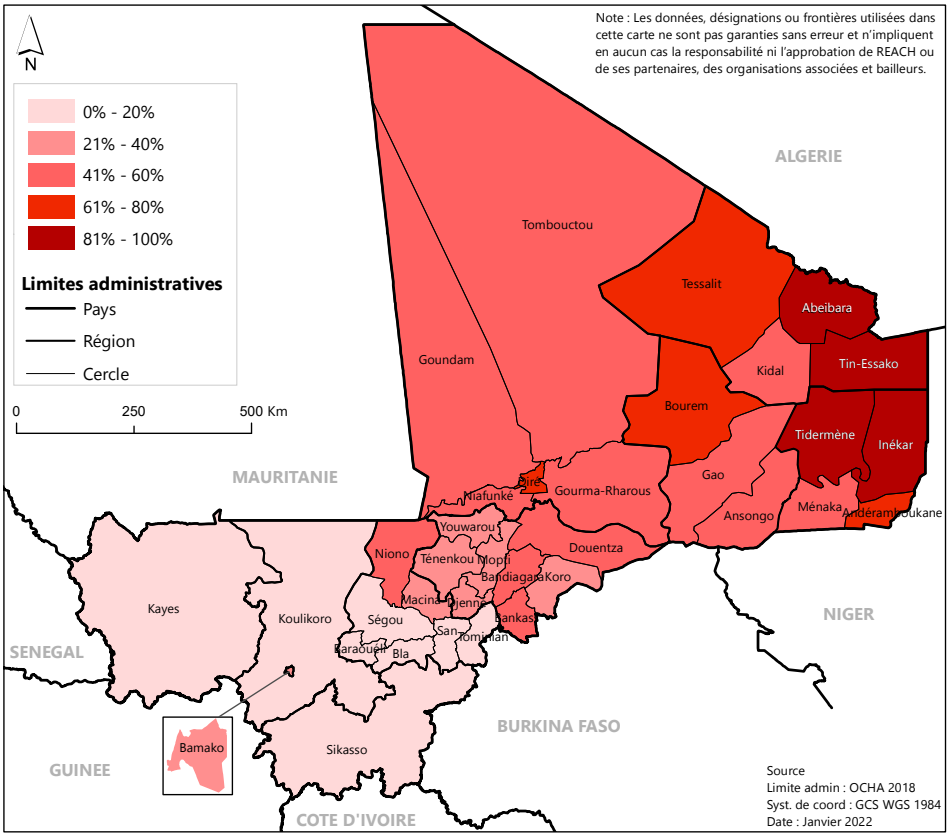
Dans le besoin

4+ (Extrême+)	5%
4 (Extrême)	33%
3 (Sévère)	52%
2 (Inquiétant)	9%
1 (Aucun/minimal)	1%

L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage. Il est basé sur la plus haute sévérité sectorielle identifiée dans chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+. La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. La méthodologie complète du MSNI et de chaque composite sectoriel, en accord avec le guide du cadre analytique de la MSNA REACH, peut être trouvée ici.

MÉNAGES DANS LE BESOIN EXTRÊME PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI de 4 ou plus, par zone géographique :



PHASE DE SÉVÉRITÉ MSNI PAR GROUPE DE POPULATION[3]

Pourcentage de ménages par groupe de population et par phase de sévérité :

	4+	4	3	2	1
Ménages PND	5%	33%	52%	9%	1%
Ménages PDI	6%	34%	55%	5%	0%

Population non déplacée (PND) : tout ménage qui n'était pas en situation de déplacement forcé au moment de l'enquête.
Population déplacée interne (PDI) : tout ménage en situation de déplacement forcé à l'intérieur de leur pays au moment de l'enquête.

La sévérité des besoins humanitaires apparaît de manière relativement similaire au sein des différents groupes de population. Il est toutefois intéressant de noter ici que plus de la moitié des ménages PDI (53%) rapportent avoir reçu une aide humanitaire au cours des 12 mois précédant l'enquête, alors que c'est le cas de 19% des ménages PND. Ceci pourrait démontrer **un accès inégal à l'aide humanitaire à parité de conditions de sévérité de besoins**.

[3] En raison de la différence entre les deux méthodologies utilisées pour collecter les données au sein des deux groupes de population ciblés, toute comparaison entre les résultats de ces deux groupes de population doit être considérée à titre indicatif uniquement.

DÉCORTIQUER LE MSNI : ZONES ET GROUPES AVEC LES PLUS GRANDS BESOINS

- **La quasi-totalité des ménages maliens (90%) font face à un besoin sévère** (MSNI de 3 ou plus). Cette proportion s'élève jusqu'à 100% des ménages de la région de Ménaka et des cercles de Tessalit et Tin-Essako (région de Kidal) et de Goundam (région de Tombouctou (TBT)). C'est également le cas de la totalité des ménages PDI se trouvant dans le district de Bamako, dans la région de Kidal et dans les cercles d'Ansongo (région de Gao), de Baraouéli et Tominian (région de Ségou) et de Gourma-Rharous (région de TBT).
- Alors que **plus d'un tiers (38%) de la population fait face à un besoin extrême** (MSNI de 4 ou plus), c'est le cas de plus de la moitié des populations des régions de Kidal (72%), Ménaka (69%), Gao (60%) et de TBT (53%). C'est aussi le cas des cercles de Bandiagara (54%) et de Douentza (53%) dans la région de Mopti.
- Alors que dans **les régions où moins d'un quart des ménages PND font face à des besoins extrêmes, une plus large proportion des ménages PDI sont affectés** (Bamako : 24% vs 52% ; Kayes : 10% vs 34% ; Ségou : 21% vs 40% ; Koulikoro : 17% vs 33% et Sikasso : 16% vs 26%). **La situation inverse apparaît dans des régions où une plus grande proportion de ménages PND sont affectés**, comme à Ménaka (69% vs 43%), à Gao (60% vs 37%) ou encore à Mopti (41% vs 35%). Des exceptions intrarégionales restent toutefois à considérer.
- Une plus grande proportion au niveau national de **ménages vivant au sein de communes rurales font face à des besoins extrêmes (47%)** par rapport aux ménages habitant les communes urbaines (28%)[4]. Cette différence est particulièrement frappante dans les cercles de Gao (82% vs 36%) et Bourem (75% vs 48%) (région de Gao), de Mopti (50% vs 6%), Djenné (39% vs 4%) et Bandiagara (58% vs 29%) dans la région de Mopti et de Diré (76% vs 37% - région de TBT).
- Finalement, **une grande proportion des ménages se trouve face à un besoin très extrême (MSNI de 4+)[5] dans les cercles de Tin-Essako** (42% - région de Kidal), **et de Tombouctou** (20% - région de TBT) et au sein des ménages PDI dans les cercles de Goundam (68% - région de TBT), de Baraouéli (32% - région de Ségou) et de Abeibara (25% - région de Kidal).

La région de Ménaka, « au cœur de la guerre contre le djihadisme au Sahel », souffre du manque de l'État, particulièrement en dehors du chef-lieu de la région, et, par conséquent, les populations subissent de l'insécurité et l'inaccessibilité aux services de base[6]. L'accès aux services de base (eau, éducation, santé ou abris) dans la région de Kidal est problématique pour une large partie de la population, notamment dans les zones les plus rurales, problèmes exacerbés par des désastres naturels, tels que la sécheresse ou les inondations[7]. Par ailleurs, une large proportion de ménages PDI dans les cercles de Baraouéli, de Tominian (région de Ségou) ou de Gourma-Rharous (région de TBT) souffre de conditions sanitaires non-hygiéniques (68%, 60% et 74% des ménages déclarent pratiquer la défécation à l'aire libre) et la plus grande proportion de ménages PDI ayant déclarée vivre dans un abri de fortune, un abri d'urgence ou être sans abri est observée dans les cercles de Baraouéli (89% - région de Ségou) et de Goundam (74% - région de TBT).

COMPRENDRE LES DÉTERMINANTS ET LES VULNÉRABILITÉS CLÉS

- Les manques en termes de niveau de vie (LSG)[8] affectants principalement les ménages maliens sont en **protection** (60% des ménages), en **éducation** (55%) et en **Eau, hygiène et assainissement (EHA)** (48%). **Dans sept régions, au moins 50% des ménages semblent avoir au moins un de ces besoins : Ménaka** (96% en protection, 92% en éducation, 87% en EHA - mais aussi 58% en sécurité alimentaire (Séc. Al.)), **Kidal** (94% en EHA, 94% en éducation, 50% en protection - mais aussi 67% en abris), **Mopti** (84% en protection, 60% en éducation, 50% en EHA), **Tombouctou** (82% en éducation, 63% en EHA, 61% en protection - mais aussi 54% en abris), **Gao** (70% en EHA, 69% en protection, 60% en éducation - mais aussi 62% en Séc. Al. et 58% en santé), **Sikasso** (56% en protection, 55% en EHA), **Ségou** (75% en éducation).
- La majorité des ménages ayant un LSG en protection est dû au fait qu'au moins un risque sécuritaire extrême[9] est rapporté (57%), en éducation car aucun enfant entre 3 et 17 ans a fréquenté de manière régulière un établissement scolaire lors de l'année scolare 2020-2021 (51%) et en EHA car 30% des ménages n'ont pas accès à une infrastructure sanitaire hygiénique.
- **Les préoccupations liées aux risques de violences basées sur le genre (VBG)[10] sont extrêmement élevées** dans les régions de Ménaka (92%), de Mopti (73%) et de Gao (63%) et dans les cercles de Niono (73% - région de Ségou) et de Kidal (68% - région de Kidal).
- Plus de **deux tiers des ménages présentent des besoins extrêmes en EHA** dans la région de Kidal (67%), et dans les cercles de Inékar (84%) et Tidermène (82%) dans la région de Ménaka.
- Finalement, au sein des ménages ayant un LSG, **près d'un tiers des ménages (32%) présente une vulnérabilité pré-existante**[11]. C'est le cas de 79% des ménages vivant dans la région de Sikasso.

[4] Les zones urbaines ont été définies comme étant les communes dans lesquelles se trouvent le chef-lieu du cercle - avec l'exception des régions de Kidal et de Ménaka en raison de la faible densité de population. Ces deux régions ne sont pas prises en compte dans cette analyse désagrégée.
[5] Les ménages en besoin très extrême vivent sans abri ou dans un abri complètement détruit et / ou ont un indice domestique de la faim (HHS) sévère.
[6] Le Monde, Dans le nord-est du Mali, le grand sentiment d'abandon des habitants de Ménaka, mars 2020.
[7] OCHA, MALI Profil humanitaire de la région de Kidal, mars 2021.
[8] Les manques en termes de niveau de vie (LSG) sont des indicateurs composites qui sont conçus pour mesurer la sévérité et la magnitude des besoins propres à chaque secteur humanitaire inclus dans la MSNA. Les LSG sont les blocs de construction analytiques pour produire le MSNI.
[9] Menaces, mariage forcés ou précoces, conflits communautaires, tensions entre communauté hôte et déplacée, travail forcé, déplacement forcé, séparation familiale, violence psychologique, enlèvements, violences sexuelles, recrutement forcé, traite ou trafic d'être humain, meurtres ou blessures, engins explosifs / mines.
[10] Estimés par la préoccupation des ménages pour les femmes ou les filles de risque de violence psychologique, sexuelle, mariage précoce ou forcé.
[11] Un ménage présente une vulnérabilité s'il héberge d'autres personnes qui ne font pas partie habituellement du ménage ou si au moins un membre du ménage ne parvient pas du tout ou a beaucoup de difficultés à réaliser au moins une des six activités quotidiennes du Washington Group (WG).

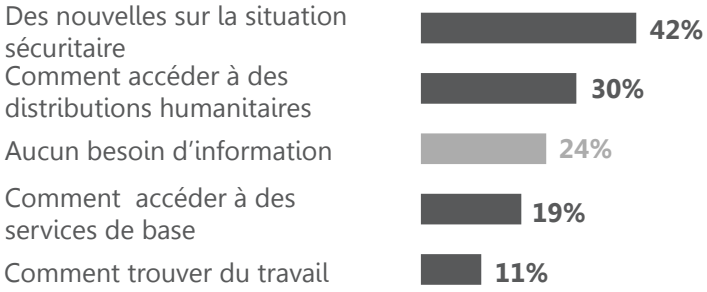
Profils de besoins multisectoriels les plus communs, en général et par zone géographique sévèrement affectée :

Groupes de population	Éducation	Séc. Al.	Santé	Protection	Abris	EHA
Population générale (8%)[12]				■		
Ménaka (19%)	■			■		■
Kidal (10%)	■		■	■		■

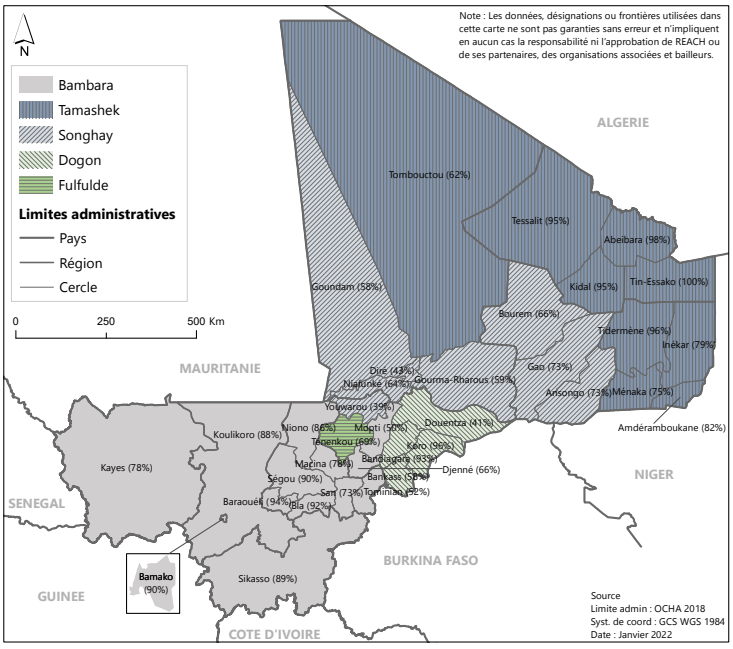
REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES (AAP)

Alors que près de **la moitié (49%) des ménages déclarent ne pas faire face à des obstacles pour obtenir de l'information**, près d'un cinquième des ménages déclarent ne pas avoir accès à l'électricité (21%), à un réseau téléphonique stable (20%) ou à une radio (18%). Toutefois, 42% des ménages déclarent comme type de moyens de communication préféré l'appel téléphonique, suivi par la radio par 33% des ménages. La source de confiance préférée pour recevoir l'information est à travers le chef coutumier pour 28% des ménaes, de la part des travailleurs de l'ONU ou ONG[13] pour 23% et 20% déclarent préférer le leader communautaire. De plus, 12% des répondants ont déclaré ne pas savoir lire ou écrire.

% de ménages par type d'information souhaitée :

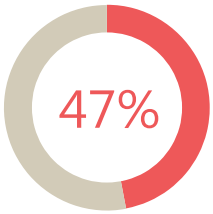


% de ménages par langue principalement parlée :



82% et 48% de ménages PND et PDI dans le besoin (i.e. ménages avec un score de sévérité MSNI de 3 ou plus) ont rapporté qu'ils n'ont **pas reçu d'assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte[14].**

Satisfaction à propos de l'aide reçue :



Sur les 19% de ménages (PND et PDI) qui ont rapporté avoir reçu de l'aide au cours des 12 mois précédant la collecte, 47% ont mentionné être satisfaits et 21% être moyennement satisfaits. Les deux **raisons principales d'insatisfaction** rapportées étaient :

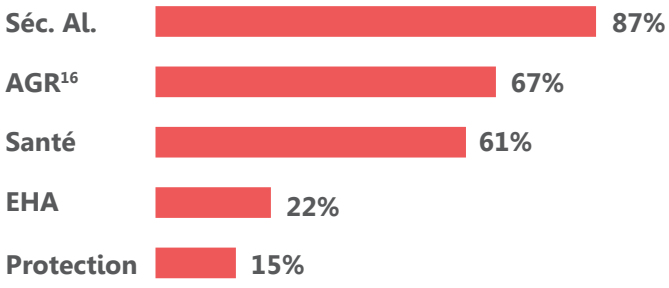
1) Quantité d'aide insuffisante (48%)

2) Durée d'assistante trop courte (36%)

% de ménages rapportant avoir connaissance de mécanismes de redevabilité concernant l'aide :

Non (89%)
Oui (9%)[15]
Ne sait pas (1%)

Besoins prioritaires rapportés par les ménages :



La prévalence de la nourriture en tant que besoin primaire s'accompagne d'une demande de réponse en cash plutôt qu'en provision directe de biens. La demande d'aide en nourriture semble donc être liée à l'obtention d'un accès plus général au cash plutôt qu'aux biens alimentaires tout court, à la lumière aussi de scores de sécurité alimentaire généralement positifs.

[12] Les pourcentages notés entre parenthèses dans ce tableau reflètent le pourcentage de ménages avec les profils de besoins les plus communs (pour la population générale puis pour les régions les plus affectées par des besoins extrêmes).

[13] Organisation des Nations unies / Organisation non gouvernementale.

[14] Cette différence est d'autant plus importante dans les régions suivantes : Bamako (92% vs 21%), Kidal (85% vs 20%), Ségou (88% vs 38%), Mopti (67% vs 22%) et Koulikoro (91% vs 48%).

[15] Parmi ces 9% de ménages ayant connaissance de ces mécanismes, 8% déclarent comme barrière principale un manque de confidentialité, 7% un manque d'information, 6% une peur de représailles et 3% un manque de sécurité.

[16] Activités génératrices de revenu.

PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :

OCHA

Groupe de coordination inter-cluster (ICCG)

Groupe de travail MSNA (MSNAWG)

FINANCÉE PAR :

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

unicef

Cluster Education Mali

WASH Cluster Mali

AVEC LE SOUTIEN DE :

ACTED

PARTENAIRES LORS DE LA COLLECTE DE DONNÉES :

AMSODE
ASSOCIATION MALIENNE POUR LA SOLIDARITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT

AVS
Association vivre au sahel

PREMIERE URGENCE INTERNATIONALE

World Vision
Hope, Joy and Justice for ALL Children

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.